

Edito Le code du travail : un bien commun à préserver

Fin août, M. Valls a annoncé que le prochain grand chantier du gouvernement serait la rénovation du Code du travail.

Le Code du travail, avec toutes ses imperfections mérite bien sûr d'être amélioré, pour renforcer les droits des salariés. Mais de quelle rénovation s'agit-il ?

- S'agit-il de mieux protéger les salariés contre les dégâts d'une précarité qui se généralise par l'intérim et la sous-traitance en cascade ?
- S'agit-il de renforcer les droits des travailleurs face aux discriminations qui perdurent ou même s'aggravent ?
- S'agit-il de s'opposer au contournement de la loi qui caractérise le recours à des travailleurs détachés ?



Pas du tout. Il s'agit, dans la suite des lois Macron et Rebsamen de poursuivre le détricotage des droits des salariés, des Prud'hommes, de la médecine du travail.

Le MEDEF avait promis la création d'1 million d'emplois en échange des 40 milliards d'exonération de cotisations du CICE. Aujourd'hui, M. Gattaz prétend que si les patrons n'embauchent pas, c'est parce que le code du travail est trop volumineux, trop compliqué et que les salariés ont « trop de droits » !

M. Valls a reçu le message 5 sur 5. Bien sûr, il ne peut pas rayer d'un trait de plume les droits conquis, un à un, par un siècle de luttes sociales. Alors il affirme qu'il faut en finir avec un code du travail applicable dans toutes les entreprises et qu'il faut « *donner plus de latitude aux employeurs et aux salariés pour décider eux-mêmes, par accord d'entreprise, le temps de travail, les rémunérations, les conditions de travail et les droits applicables....* »

C'est une vaste fumisterie !

Car aujourd'hui déjà employeurs et syndicats peuvent décider de tout cela par accord d'entreprise... à condition que soit respecté le minimum fixé par le Code du Travail. Un minimum qui permet d'offrir une protection minimale aux salariés les plus précaires, à ceux qui dans les petites entreprises n'ont ni délégué ni syndicat. Un minimum sans lequel le chantage à l'emploi ouvrira en grand les portes du dumping social.

Pour lancer son opération de dynamitage, M. Valls annonce la tenue à l'automne d'une « conférence sociale », grand'messe à laquelle seraient invités syndicats et patronat, et compte sur l'appui de la CFDT qui se déclare depuis plusieurs années favorable à une telle évolution, qui en renforçant le poids des accords d'entreprise au détriment de la loi renforcerait les bonnes relations entre les signataires et les patrons.

Nous retraités, en quoi sommes-nous concernés ? Parce que les salariés d'aujourd'hui sont nos enfants, nos petits-enfants, nos amis et nos voisins et que leur sort ne nous laisse pas indifférents. Et plus égoïstement, parce qu'on voit mal comment des salariés privés de droits pourraient encore défendre la protection sociale qui assure nos retraites !

Pour le collectif retraités,
Bruno Lemerle

Mémento sur les retraites

Suite à la journée de formation organisée le 21 mai par notre section, et à la demande des stagiaires, nous avons édité un petit mémento à l'usage des retraités mais aussi et surtout à l'attention des salariés en activité, qui sont tout aussi concernés par les évolutions et les négociations actuelles.

Ce mémento est envoyé à tous les membres de notre section.

Si vous souhaitez en avoir des exemplaires supplémentaires pour diffuser autour de vous, ou avoir une version informatique, n'hésitez pas à demander !



Congés senior : un premier succès

Ceux qui sont partis en congés senior au cours de premier semestre 2015 avaient eu une mauvaise surprise sur la paie de juin : La direction PSA leur payait bien leur prorata du 1/2 13^{ème} mois ... mais se récupérait en ne versant pas (ou seulement en partie) leur plancher de ressources. Au total, ça ne faisait pas le compte ! Notre section avait donc demandé aux élus CGT d'intervenir au CE.

Effacité : la situation a été régularisée sur la paie de fin juillet, où l'on récupère notre plancher de ressource habituel + la partie qui n'a pas été versée en juin. Nous conseillons cependant à toutes les personnes concernées de vérifier, et si besoin de se signaler.

Congé senior : Mutuelle et médaille

Nous n'avons toujours aucune réponse sérieuse de la Direction sur la cotisation à la Mutuelle Vitali des salariés en congé-senior. En effet cette cotisation n'est pas prélevée sur notre salaire cotisable (comme prévu à l'article 4 de l'accord du 12 juillet 2013), mais sur un montant légèrement supérieur. Une surcotisation de quelques euros qui n'a, à ce jour, aucune justification.

Par ailleurs, des camarades en congé-senior nous signalent que lors de la remise de la médaille du travail, ils n'ont pas reçu la prime correspondante. Notre section écrit donc à la direction de Sochaux pour lui demander de payer ce qu'elle doit.

Assemblée de rentrée du syndicat

31 membres de notre section ont participé à l'Assemblée Générale de rentrée du syndicat, où nous avons distribué notre mémento-retraite.

Une occasion de faire une rentrée conviviale, de se tenir au courant de la situation à l'usine et d'échanger sur les enjeux des prochains mois (externalisation forcée de certains services, négociations ARRCO/AGIRC).



En préparation

Jeudi 17 septembre : ballade en Alsace

Denise, Nelly et Daniel nous ont préparé une ballade/pique-nique pour le 17 septembre aux alentours de Carspach (près d'Altkirch).

Le départ aura lieu à 8H30 du parking de la piscine à Sochaux. Pas d'inscription mais soyez à l'heure ! (covoiturage avec participation de 4,50 € pour les transportés). Ballade facile sans dénivélé. Chacun apporte son repas. Christophe et Clairette se chargent d'allumer le barbecue de midi pour ceux qui veulent apporter des grillades. Bonne humeur garantie.

Avec ou sans conjoint, vous êtes les bienvenus !



La défense des retraites complémentaires

La prochaine réunion plénière de négociation sur les retraites complémentaires ARRCO/AGIRC a lieu le 16 octobre.

Lors des dernières réunions, M. Gattaz a affiché ses ambitions :

- 1) Fusionner l'ARRCO et l'AGIRC pour faire payer aux non-cadres le déficit du régime cadre.
- 2) Poursuivre le gel des pensions pendant encore 3 ans et aller vers un système à cotisations définies où l'équilibre du régime serait assuré par la baisse des pensions versées.
- 3) Retarder l'âge des pensions de réversion et en baisser le montant.
- 4) Instaurer une décote pour ceux qui, à l'avenir prendront leur retraite avant 65 ans.

Jusqu'à présent, tous les syndicats ont refusé de signer un tel recul social mais certains ont le stylo qui démange !

La CGT a fait des propositions concrètes pour financer les retraites complémentaires sans amputer les droits des retraités actuels et futurs. Mais sans l'intervention des salariés et des retraités, on peut craindre le pire.

Demandez le programme

Pour porter la question de nos retraites au premier plan de l'actualité, nous avons 2 échéances importantes :

- 1) Le **jeudi 8 octobre**, la journée nationale d'action sur les salaires et les retraites est organisée par la CGT, la FSU et SUD (les discussions avec FO sont encore en cours). Elle doit nous servir de tremplin.
- 2) Le **vendredi 16 octobre**, date de la négociation, où nous devront montrer notre refus de nous faire plumer.

L'Union Locale CGT du Pays de Montbéliard devrait décider des initiatives à prendre les 8 et 16 octobre lors de sa réunion du 7 septembre.

Dans les jours qui suivront, notre section tiendra une conférence de presse pour présenter notre mémento-retraite et pour appeler à la mobilisation.

Puis il nous restera quelques jours pour distribuer des informations dans les zones commerciales et sur les marchés pour appeler les salariés et retraités à défendre leurs droits ensemble.

**Toutes les bonnes volontés seront les bienvenues
pour nous aider à relever le défi lancé par M. Gattaz !**

Du côté de l'usine Peugeot de Sochaux

A Sochaux, la rentrée est marquée par :

✓ **Les actions contre l'externalisation forcée de certains services**

Après les débrayages organisés en juillet à Belchamp contre la sous-traitance du roulage et la mutation forcée des salariés concernés dans une filiale de Segula, ce sont les salariés du bout d'usine (expédition-voitures) qui ont pris le relai. En effet la direction PSA leur demande de signer un contrat de « mise à disposition » avec GEFECO jusqu'à fin 2016, mais refuse de garantir le libre choix d'un maintien sous contrat PSA à l'issue de cette mise à disposition.

Outre les aspects juridiques examinés avec un avocat, notre syndicat travaille à unir ces différents mouvements ainsi que les autres salariés, M. Tavares ne cachant pas qu'il a sous le coude d'autres projets d'externalisation.

Notre syndicat a aussi rencontré les élus du Pays de Montbéliard qui ont permis à PSA de bénéficier des fonds publics (notamment le rachat de la partie nord du site) sans la moindre contrepartie en matière d'emploi et d'avenir des différents métiers.

✓ **La suppression d'une ½ équipe sur le système 2 (production 3008)**

Le projet de la direction de passer de 2 équipes complètes à 1 équipe ½ sur le système 2 à partir du 18 septembre aura pour conséquence le renvoi de 300 intérimaires, avec la poursuite des charges de travail insupportables pour les salariés restants.

Cette gestion où les intérimaires servent de « matelas », corvéable et dégonflable à merci finit par provoquer des réactions inattendues. Même l'Est Républicain, qui était jusqu'à présent resté totalement silencieux sur ces questions, s'est fendu d'un article accusant le direction de Sochaux d'être « archaïque » en ne proposant aux jeunes de notre bassin d'emploi qu'une alternance de missions temporaires et de retour à Pôle emploi !

A noter sur votre agenda

Jeudi 17 septembre : Ballade/pique-nique de la section en Alsace. Réservez votre journée !
Départ à 8H30 du parking piscine à Sochaux

Jeudi 17 septembre à 20H15 Projection du film « On est vivant ! »

Au Cinéma Le Colisée à Montbéliard, sur les luttes sociales et politiques pour changer le monde d'aujourd'hui : des ouvriers de St Nazaire aux zapatistes mexicains.

Suivi d'un débat avec la réalisatrice Carmen Castillo, exilée chilienne après le coup d'Etat de Pinochet, (organisé par Le cinéma et rien d'autre et L'Atelier).

Vendredi 25 septembre, débat sur le réchauffement climatique et ses enjeux.

à 20H, à la Filature d'Audincourt dans le cadre du week-end Alternatiba avec

- Frederic Parrenin, chercheur au CNRS, glaciologue et paléoclimatologue,
- Geneviève Azam, maître de conférences en économie, militante altermondialiste, porte-parole d'Attac France

Jeudi 8 octobre : Journée nationale d'action salaires/retraites à l'appel de CGT, FSU, Solidaires.

Vendredi 9 octobre : Natacha Ezdra chante Ferrat à Héricourt.

A 20H30 Halle de Cavalerie

Réservez vos places (15 € avant le 1^{er} octobre) auprès de Jacques Bernardin, 2 place de la Fraternité 70400 Couthenans. (Tel 06 07 10 18 86)

Jeudi 19 novembre : Philippe Martinez à Sochaux